

L'Europe a besoin d'une "thérapie de choc" pour sortir de la crise

Communiqué du groupe des Socialistes et Démocrates au Parlement européen
Jeudi 20 novembre 2014

Les eurodéputés S&D proposent la mise en place d'un nouveau fonds de 400 milliards d'euros dans le cadre d'un plan d'investissement pour stimuler la croissance et la création d'emplois en Europe.

Le plan a été dévoilé lors d'une conférence de presse aujourd'hui à Bruxelles.

Le président du groupe S&D Gianni Pittella a déclaré:

"Pour la première fois après l'ère Barroso, la croissance et la flexibilité sont sérieusement prises en compte au niveau de la Commission. Cette nouvelle approche pourrait être le début d'une révolution pour l'Europe.

"Nous voulons proposer une thérapie de choc. Une thérapie de choc réalisée par de l'argent frais - public et privé, par la création d'un nouvel instrument européen et enfin par l'adoption d'une «clause d'investissement» incluse dans le plan d'investissement de Juncker. L'argent public mis en place par les États membres pour les projets européens sélectionnés ne doit pas être pris en compte dans le calcul du déficit national.

"Le temps des demi-mesures est révolu. Il faut maintenant prendre des décisions courageuses et sages. Nous proposons une thérapie de choc pour redresser l'économie européenne et pour sauver l'Europe des conflits sociaux, des populismes et de la désintégration."

La vice-présidente du groupe S&D pour le développement durable Kathleen van Brempt a indiqué:

"Les investissements à l'aveuglette ne vont pas remettre l'Europe sur les rails. Donc ce qui est important, c'est non seulement la quantité des investissements, mais aussi où l'argent est investi.

"La transition vers une économie durable et respectueuse de l'environnement est la priorité absolue et la seule façon d'avancer. Les efforts d'investissement devraient cibler la transition énergétique et l'efficacité énergétique, l'économie numérique, l'innovation et le capital humain, renforçant ainsi la création d'emplois. L'Europe devrait se concentrer sur les projets qui ne pourraient pas voir le jour sans une part d'investissement public."

La vice-présidente pour les affaires économiques, financières et sociales du groupe S&D Maria João Rodrigues a ajouté:

"L'Europe est aujourd'hui confrontée au risque d'une longue période de faible croissance et de

chômage de masse. Nous faisons également face à un déficit d'investissement estimé à 300 milliards d'euros par an. Les Etats membres doivent retrouver une marge de manœuvre pour investir. Les investissements privés et publics doivent être relancés. Les fonds publics doivent servir de levier pour attirer des investissements privés. Une petite subvention, comme un prêt sans intérêt, pourraient débloquent de nombreux projets importants qui sans cela ne verraient jamais le jour. Les investissements européens devraient également couvrir tous les États membres de l'UE et soutenir les régions en crise."

La vice-présidente du Groupe S&D pour le budget Isabelle Thomas a souligné:

"Nous ne soutiendrons pas un "faux" plan d'investissement. Nous avons besoin d'argent frais. Voilà pourquoi nous proposons de créer un fonds spécial. Le capital initial sera progressivement assuré par les États membres de l'UE afin d'atteindre 100 milliards d'euros dans les six ans. Ces contributions nationales devraient être exclues du calcul du déficit public et de la dette publique.

"Sur cette base, le fonds pourrait mobiliser un montant supplémentaire de 300 milliards d'euros fournis par des investisseurs privés. Cette capacité de financement public de 400 milliards d'euros pourraient générer un total de 500 milliards d'euros d'investissements publics et privés."